



Conseil économique et social

Distr. générale
24 mars 2015
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session de 2015
26 mai-3 juin et 12 juin 2015

**Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Comité des services africains	3
2. African Youth Movement	4
3. Agence latinoaméricaine de l'information	6
4. Antioch Christian Centre	8
5. Association pour le développement humain durable	9
6. Communauté internationale bahaïe	11
7. Alliance baptiste mondiale	13
8. Institut canadien de recherche sur les femmes	14
9. Centre for Development Strategy	15
10. Internationale démocrate centiste	16
11. Service chrétien mondial	18



12. Local Governments for Sustainability	20
13. Saferworld	22
14. Partenariat mondial Vital Voices	24
15. Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie	25

1. Comité des services africains

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

Le Comité des services africains est une organisation non gouvernementale ayant pour objectif d'améliorer la santé et l'autosuffisance de la communauté africaine dans la ville de New York et ailleurs.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Comité a pour mission d'améliorer la santé et l'autosuffisance des immigrants et des réfugiés de la diaspora africaine. Ses principales activités comprennent la mise en relation avec les soins primaires, par l'intermédiaire, par exemple, de services de convoyage et d'interprétation dans le domaine médical; la formation aux services de prévention du VIH; les services juridiques mobiles; les services de dépistage du VIH/des maladies sexuellement transmissibles/de la tuberculose et de l'hépatite virale; l'intervention rapide et la prise en charge des cas; l'assistance fournie aux personnes vivant avec le sida pour trouver un logement; les services relatifs à la santé mentale; les cours d'anglais langue étrangère; les services relatifs à l'alimentation et à la nutrition; et le dépistage du diabète et de l'hypertension. Le Comité est l'organisation à but non lucratif la plus ancienne de la ville de New York à aider les immigrants d'Afrique et des Caraïbes.

Changements à signaler

En juin 2011, une série de coupes budgétaires a conduit à une réduction du personnel et par là même à une restriction des objectifs des programmes de prévention du VIH et des maladies sexuellement transmissibles en matière de prestation de services.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'adoption de demandes de preuves supplémentaires par United States of America Citizenship and Immigration Services (Direction de la citoyenneté et des services d'immigration) pour certaines demandes d'action différée est une victoire importante du plaidoyer mené par le Comité pour accompagner les demandes d'action différée de lignes directrices. Avec United States Citizenship and Immigration Services et lors de ses réunions mensuelles avec les services d'immigration et de douane des États-Unis, le Comité a défendu sans relâche la mise en place des critères uniformes nécessaires pour faire aboutir la demande d'action différée des personnes séropositives. Cela représente un pas dans la bonne direction, et est le signe que United States Citizenship and Immigration Services a reconnu les avantages d'une procédure d'évaluation plus transparente.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Comité a continué à travailler à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, à travers sa participation aux réunions du Conseil d'administration et aux réunions, consultations et ordres du jour thématiques du Programme commun des Nations Unies pour le VIH/sida (ONUSIDA), de la Facilité internationale d'achat de médicaments (FIAM) (initiative consacrée à la

santé mondiale, financée en grande partie par un prélèvement international de solidarité sur les billets d'avion, et hébergée par l'Organisation mondiale de la Santé) et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Comité a représenté les organisations non gouvernementales (ONG) au Conseil d'administration de la FIAM entre 2010 et 2013. Elle est également membre de l'instance de coordination nationale du Fonds mondial pour l'Éthiopie depuis 2007.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En guise de soutien au cadre de développement de la lutte contre le sida pour l'après-2015 depuis 2013, le Comité a sensibilisé les missions des pays à la nécessité de faire figurer les indicateurs sur le VIH pour les migrants dans le document final de développement de l'après-2015. Le travail du Comité pour assurer chaque année des services de santé, d'hébergement, des services juridiques et des services relatifs aux droits de l'homme auprès de plus de 6 000 immigrants de la diaspora africaine, ainsi que des services de santé à plus de 30 000 personnes par an en Éthiopie, contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

2. African Youth Movement

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

L'organisation agit par l'entremise de jeunes professionnels africains de talent auxquels elle fait appel afin de promouvoir son développement et d'assurer la prestation de ses services.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation préconise l'éducation gratuite pour les jeunes au Nigeria et ailleurs en Afrique en créant un réseau de plaidoyer pour l'enseignement des sciences et en recommandant d'investir dans l'enseignement des sciences.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation soutient les discussions actuelles sur les objectifs du programme de développement pour l'après-2015, notamment le dialogue relatif au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes, plan de réduction sur 10 ans des risques de catastrophes internationales facilité par le Secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le 23 octobre 2013, l'organisation a tenu un rassemblement à Abuja pour célébrer la Journée internationale pour la prévention des catastrophes. Elle s'était préalablement adressée aux représentants à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. À l'Assemblée, l'organisation s'est jointe au Secrétaire général de l'ONU et à Stevie Wonder pour encourager l'avènement d'une société tenant compte de la question du handicap.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- L'organisation a depuis 2009 établi un partenariat avec le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe, centre collaborateur du secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes qui travaille sur Views from the Frontline. Views from the Frontline est un programme mis en œuvre par le biais d'une évaluation des risques communautaires, qui produit des documents informatifs et créatifs pour améliorer la capacité des parties prenantes locales à sensibiliser les autres à l'adaptabilité au changement climatique.
- En 2011 et 2012, l'organisation a été invitée à s'exprimer sur l'enseignement des étudiants lors du Sommet mondial de l'innovation pour l'éducation de 2011, tenu à Doha. Le Sommet mondial de l'innovation pour l'éducation est une initiative de la Fondation du Qatar et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
- En 2011 et 2012, l'organisation a reçu le soutien du secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes pour s'occuper de la campagne « Step Up Nigeria », à l'appui des activités venant marquer la Journée internationale de la prévention des catastrophes du 13 octobre 2011 et du 13 octobre 2012, dans le but de concrétiser le Cadre d'action de Hyogo.
- L'organisation a produit des rapports nationaux pour les années 2011, 2012 et 2013 sur le programme Views from the Frontline au Nigeria, qui figure dans le rapport général élaboré par le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe pour les sessions de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes à Genève.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mis au point le programme « Nigeria at a centenary: Transformation agenda on illicit drugs, terrorism, violence and criminal justice », qui vise à réduire les conflits et les risques dans les zones rurales.

3. Agence latinoaméricaine de l'information

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

L'Agence latinoaméricaine de l'information est une organisation de communication consacrée aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes et à la participation des citoyens aux affaires publiques et au développement en Amérique latine. Son action s'inscrit dans le cadre de la lutte pour la démocratisation de la communication en tant que condition de base de la vie démocratique et de la justice sociale.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation consiste à élaborer et à mettre en œuvre des solutions pour remédier aux divers problèmes de communication qui se posent dans le cadre d'un domaine stratégique d'action sociale. Son objectif est de formuler un projet de communication de rechange destiné à favoriser la mise en place d'une nouvelle structure de communication vaste, décentralisée, multiculturelle et démocratique, qui soit en phase avec les processus de transformation sociale.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Les contributions de l'organisation ont été principalement assurées dans le cadre de la suite donnée à l'Agenda de Tunis pour la société de l'information adopté lors de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information. Elles portent notamment sur l'accès équitable à l'information et au savoir, le rôle des technologies de l'information et des communications dans la croissance économique et le développement, le renforcement des capacités en matière de technologies de l'information et des communications pour les groupes vulnérables, des projets de loi nationale sur la pluralité et la diversité des médias, et l'accès à un contenu et à des connaissances de qualité dans les médias.
- L'organisation a participé à l'élaboration et à la diffusion d'analyses, de contenu et de propositions à l'appui des contributions de la société civile aux Nations Unies et des processus connexes sur ces questions, ainsi que sur d'autres thématiques, telles que : le changement climatique; les différents choix en matière de développement et de développement durable; la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban adopté lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban, en Afrique du Sud, du 31 août au 8 septembre 2001; des propositions en faveur d'une année internationale de la communication autochtone et du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé activement aux rencontres suivantes :

- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012;
- Dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 28 novembre au 11 décembre 2011;
- Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques, tenu à Durban (Afrique du Sud) le 2 décembre 2011;
- Forum des organisations non gouvernementales à la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenu à Durban (Afrique du Sud).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec l'UNESCO, l'organisation a mis en œuvre un projet d'élaboration en Amérique latine d'un programme démocratique de communication avec le concours de plus de 20 groupes de médias non traditionnels entre 2010 et 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- L'organisation a établi un programme de formation (2010-2011) sur l'égalité des sexes et la communication avec des dirigeants et des communicateurs de mouvements sociaux d'Amérique latine; diffusé du matériel de formation; et encouragé l'utilisation stratégique des technologies de l'information et des communications, en particulier dans les organisations rurales, autochtones et de femmes d'Amérique latine, notamment au titre d'activités de conseil et de formation (2010-2013).
- L'organisation a contribué à l'octroi des organisations rurales d'Amérique latine en faveur du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales.
- L'organisation a publié plusieurs éditions de son magazine mensuel de langue espagnole, *America Latina en Movimiento*, consacrées à des questions directement liées aux processus des Nations Unies, telles qu'une critique de l'économie verte en prévision de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012, et le droit à l'eau, en vue des négociations sur le changement climatique et de la prochaine déclaration des Nations Unies sur l'eau en tant que droit de l'homme, entre autres.

4. Antioch Christian Centre

Statut consultatif spécial, 2002

Introduction

Antioch Christian Centre est une organisation établie à Llanelli, dans le sud du Pays de Galles, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Elle a des liens avec la Bulgarie, le Népal, la Roumanie et l'Inde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation adopte une approche à plusieurs niveaux pour améliorer la qualité sociale et économique de la vie à Llanelli. Elle propose tout un ensemble d'installations, d'activités et de services pour aider à construire une communauté, et cible en particulier les exclus sociaux, tels que les jeunes et les enfants défavorisés, les familles en crise, les personnes souffrant d'addiction et les chômeurs.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation sensibilise le grand public et en particulier les jeunes au rôle des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants ont assisté chaque année à la Commission de la condition de la femme pendant la période à l'examen.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a travaillé au Pays de Galles, en Inde, en Bulgarie ainsi que dans d'autres pays afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement suivants :

À l'appui de l'objectif 1 :

- L'organisation a fourni aux enfants et aux jeunes l'accès à des environnements d'apprentissage créatifs afin de les aider à construire leur estime de soi et à sortir de l'exclusion sociale pour arriver à se faire accepter et à trouver un emploi;
- Subventionné des entreprises qui démarraient; fourni des formations et des compétences professionnelles nécessaires aux jeunes dans un centre de la jeunesse en Bulgarie; octroyé des financements aux jeunes afin de leur permettre de travailler à l'étranger dans les communautés défavorisées, les zones rurales pauvres et les orphelinats en Argentine, en Bulgarie, en Inde, au Maroc, au Mozambique et au Pérou;

- Distribué de la nourriture aux personnes qui souffraient de difficultés financières en Bulgarie, au Maroc et au Pays de Galles.

À l'appui de l'objectif 3 :

- L'organisation a fourni un cours d'anglais langue étrangère aux femmes népalaises;
- A sensibilisé le public aux questions de la traite sexuelle.

5. Association pour le développement humain durable

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

L'Association pour le développement humain durable a été établie pour transformer l'Indice de développement humain en Indice de développement durable.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association a pour mission : de défendre et de diffuser les idées, principes et valeurs principaux de la théorie du développement durable, de promouvoir et de soutenir la création des institutions correspondantes et d'élaborer et de mettre en œuvre des concepts et des programmes stratégiques dans le domaine de l'environnement et du développement durable aux niveaux national et local, en vue du développement durable de l'Arménie.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a participé au rapport sur l'avenir de l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), notamment :

- En 2011, avec le soutien du PNUE et du Centre norvégien, Grid-Arendal, l'Association a mis en œuvre le projet d'évaluation intégrée des conditions environnementales du lac Sevan : GEO – Lac Sevan. En 2012, elle a contribué au cinquième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial, intitulé *Global Environment Outlook: Environment for the Future We Want*, afin de promouvoir les principes du développement durable;
- L'Association était membre de la Commission nationale sur la préparation de la participation de l'Arménie à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 10 au 22 juin 2012, et a contribué à l'élaboration du rapport de l'Arménie, intitulé « Rapport national d'évaluation de Rio +20 » (Erevan, 2012);
- Dans le cadre de l'initiative conjointe du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) du Secrétariat et du Programme de développement des Nations Unies (PNUD) pour le soutien aux préparatifs nationaux de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'Association a participé à l'élaboration du rapport

d'inventaire/de synthèse sur les progrès et défis pour le développement durable en Arménie;

- En décembre 2013, avec le soutien financier du PNUD et l'appui technique du Département de l'information publique du Secrétariat, l'Association a publié la troisième version mise à jour d'un manuel de niveau universitaire sur la théorie et la pratique du développement durable : processus mondial et Arménie;
- Au vu de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, l'Association a participé à l'événement Charte de la Terre en juin 2010 à La Haye, et a fait une présentation sur le rôle de la Charte de la Terre dans l'éducation au service d'un système de développement durable en Arménie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé aux réunions suivantes :

- Consultations régionales du PNUE pour l'Europe pour la préparation du cinquième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial, tenues à Genève en 2010 et 2011;
- Onzième session spéciale du Forum du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial pour l'environnement, tenue à Bali, en Indonésie, du 24 au 26 février 2010;
- Septième Conférence ministérielle de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), consacrée à l'environnement pour l'Europe, tenue à Astana, au Kazakhstan, du 21 au 23 septembre 2011;
- Réunion régionale préparatoire de la Commission économique pour l'Europe pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Genève, du 1^{er} au 2 décembre 2011;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012, à laquelle l'Association a présenté un rapport sur la transformation de l'Indice de développement humain en Indice de développement durable : expérience de l'Arménie, lors de la manifestation parallèle sur les méthodes possibles relatives à l'Indice de développement durable, organisée par l'Arménie le 15 juin 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil;
- Consultation régionale de la Commission européenne pour l'Europe sur le thème du développement équitable et durable : perspectives de l'Europe et de l'Asie centrale sur le programme de développement pour l'après-2015, tenue à Istanbul, en Turquie, les 7 et 8 novembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En collaboration avec le PNUD et le Département de l'information publique du Secrétariat, l'Association a célébré la Journée mondiale de l'environnement et organisé des séminaires consacrés au changement climatique et au combat contre la désertification le 19 avril et le 17 juin 2010, à Erevan.

- L'Association a aidé le Gouvernement arménien et le PNUD en Arménie à organiser une manifestation parallèle sur les méthodes possibles relatives à l'Indice de développement durable, lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro, au Brésil.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Le manuel pour les universités préparé par l'Association contient des informations générales sur les objectifs du Millénaire pour le développement.
- En 2010, l'Association a contribué à la préparation du Rapport d'étape 2010 sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Arménie.

6. Communauté internationale bahaïe

Statut consultatif spécial, 1970

Introduction

La Communauté internationale bahaïe (CIB) comporte des organisations affiliées dans plus de 180 pays, qui représentent plus de 5 millions de membres de la foi bahaïe.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif de contribuer au progrès de la civilisation humaine en s'appuyant sur les principes de la foi bahaïe, ainsi que sur la perspicacité et l'expérience de ses membres dans le monde, pour résoudre les questions examinées par l'Organisation des Nations Unies. Ces principes sont : l'unité de l'humanité, l'élimination de toutes les formes de préjugés, l'égalité entre les hommes et les femmes, la noblesse de l'être humain, l'abolition des extrêmes que sont la richesse et la pauvreté, l'éducation pour tous, la liberté de conscience, une éthique de la durabilité, l'harmonie de la science et de la religion, l'unité dans la diversité, et la consultation.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune contribution n'a été signalée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'organisation a assisté aux sessions suivantes du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, lors duquel elle a fait des déclarations sur la situation des Bahaïs en République islamique d'Iran : treizième à quinzième session (1^{er}-26 mars 2010, 31 mai-18 juin 2010, 13 septembre-1^{er} octobre 2010), dix-septième à vingt et unième session (30 mai-17 juin 2011,

12-30 septembre 2011, 27 février-23 mars 2012, 18 juin-6 juillet 2012, 10-28 septembre 2012) et vingt-troisième session (27 mai-14 juin 2013).

- Elle a pris part aux sessions suivantes du Groupe de travail de l'Examen périodique universel à Genève : septième et huitième sessions (8-19 février 2010 et 3-14 mai 2010), treizième et quatorzième sessions (21 mai-4 juin 2012 et 22 octobre-5 novembre 2012), et seizième session (22 avril-3 mai 2013), ainsi que du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme à Genève (de la quatrième à la onzième session).
- Elle a participé aux sessions suivantes de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, tenue à New York : cinquante-quatrième à cinquante-septième session (1^{er}-12 mars 2010, 22 février-4 mars 2011, 27 février-9 mars 2012 et 4-13 mars 2013); et a présenté des déclarations à la Commission et coorganisé plus de 30 manifestations parallèles.
- L'organisation a participé aux sessions suivantes de la Commission pour le développement social, tenue à New York : quarante-huitième à cinquante et unième session (3-12 février 2010, 9-18 février 2011, 1^{er}-10 février 2012 et 6-15 février 2013) et a présenté des déclarations.
- Ses représentants ont pris part à la dix-huitième et à la dix-neuvième sessions de la Commission du développement durable, tenue à New York, du 3 au 14 mai 2010 et du 2 au 13 mai 2011.
- L'organisation a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil, et a coordonné une table ronde sur l'abolition des extrêmes que sont la richesse et la pauvreté dans un contexte d'économie verte.
- Elle a participé aux sessions suivantes de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones à New York : neuvième à douzième sessions (19-30 avril 2010, 16-27 mai 2011, 7-18 mai 2012 et 20-31 mai 2013).
- L'organisation a participé aux sessions suivantes de la Commission de la population et du développement à New York : quarante-quatrième à quarante-sixième session (11-15 avril 2011, 23-27 avril 2012 et 22-26 avril 2013).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été signalée.

7. Alliance baptiste mondiale

Statut consultatif spécial, 1974

Introduction

L'Alliance baptiste mondiale est une confrérie constituée de 231 conventions de syndicats. Elle compte plus de 40 000 membres dans 121 pays et territoires. L'organisation est un mouvement mondial de baptistes qui partagent une confession commune de la foi en Jésus-Christ et sont liés ensemble par l'amour de Dieu en vue d'un soutien, d'un encouragement et d'un renforcement mutuels, tout en proclamant et en vivant l'évangile de Jésus-Christ dans la puissance du Saint-Esprit pour éclairer un monde sans repères.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'engage à : promouvoir le culte, la communion et l'unité, nourrir la passion pour la mission et l'évangélisation, répondre aux besoins humains par le biais de l'aide humanitaire et du développement durable dans les communautés, défendre les droits de l'homme et la justice, et encourager une réflexion théologique pertinente.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté des rapports lors de plusieurs sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme à Genève. Elle est membre du Comité des organisations non gouvernementales religieuses, qui coopère avec le Département de l'information publique du Secrétariat, et a participé au groupe de travail œcuménique du Comité. L'organisation participe aussi activement à la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil, où elle a accueilli une manifestation parallèle;
- Réunions du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour discuter des violations des droits de l'homme;
- Cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme, New York (1^{er}-12 mars 2010 et 22 février-4 mars 2011);
- Cinquantième session de la Commission du développement social, New York (1^{er}-10 février 2012).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation célèbre la Journée des droits de l'homme en diffusant des informations auprès du public sur les questions relatives aux droits de l'homme et en fournissant des ressources et des informations utiles sur les Nations Unies.

La Division de la liberté et de la justice de l'organisation comporte des commissions qui œuvrent directement au soutien de plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement : la commission sur les soins de la création et la commission pour la justice raciale et l'égalité des sexes.

8. Institut canadien de recherche sur les femmes

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

L'Institut canadien de recherche sur les femmes est un institut de recherche qui fournit des outils pour aider les organisations à promouvoir la justice sociale et l'égalité pour toutes les femmes. Constitué de membres à la fois individuels et institutionnels, l'institut opère dans les deux langues officielles du Canada, l'anglais et le français.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut entreprend des recherches originales, s'attaque aux préjugés, synthétise les résultats de la recherche actuelle et diffuse les résultats auprès de différents publics. Son mandat consiste à établir des passerelles entre la recherche universitaire et la recherche communautaire et à créer des liens entre la recherche, l'éducation et le changement social. Le travail de l'organisation cadre avec celui des instruments des droits de l'homme des Nations Unies.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut organise des cours et des conférences sur des sujets tels que les femmes, les Nations Unies et Beijing+20 : réflexions sur le passé et sur l'avenir, afin d'informer le public. En 2010 et 2011, l'Institut a diffusé sur le Web les célébrations de la Journée internationale de la femme à Saskatoon, dans le Saskatchewan, au Canada.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut a assisté aux sessions suivantes de la Commission de la condition de la femme à New York : cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions (1^{er}-12 mars 2010 et 22 février-4 mars 2011) et cinquante-septième session

(4-5 mars 2013), lors desquelles il a organisé une session interactive parallèle et des réunions concernant le programme de développement pour l'après-2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En plus de sa collaboration avec la Commission de la condition de la femme, l'Institut a encouragé l'action du Conseil des droits de l'homme de l'ONU au Canada et a, avec d'autres ONG, fourni un retour d'information aux représentants du Gouvernement canadien sur les questions inscrites à son ordre du jour. L'organisation a également renoué ses relations avec l'UNESCO.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités de l'institut appuient l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. En outre, l'accent mis sur les questions liées à la justice économique et sociale, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion des femmes, vient également soutenir les autres objectifs. L'Institut a également actualisé une fiche d'information sur la violence à l'égard des femmes au Canada, qui a coïncidé avec le thème prioritaire de l'élimination et de la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles fixé par la Commission de la condition de la femme en 2013.

9. Centre for Development Strategy

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

Le Centre for Development Strategy s'emploie uniquement à soutenir la mobilisation et le renforcement des systèmes des communautés pauvres en vue d'apporter un changement efficace et durable dans les domaines de la gouvernance démocratique, de la justice, des droits de l'homme, de l'émancipation économique, des soins de santé primaire et de l'éducation au Nigéria.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de soutenir le renforcement des structures faibles dans les communautés pauvres au Nigéria, d'aider à développer les infrastructures d'enseignement au niveau des populations pauvres et des communautés rurales du Nigéria, d'appuyer l'élaboration de politiques et d'assurer le bien-être général des personnes pauvres et des communautés rurales, de favoriser le développement sociopolitique des populations pauvres au sein des communautés rurales du Nigéria et la durabilité des programmes, de sensibiliser les populations pauvres vivant dans les zones rurales au « message de la vie », des compétences et de l'indépendance, d'aider les personnes pauvres des communautés rurales en leur fournissant des services et des informations en matière de santé, de sous-tendre les programmes locaux relatifs à la justice, ainsi qu'à la politique, à l'économie, à la santé, et au développement culturel et social dans le cadre des politiques nationales et d'assurer, d'axer et de diffuser des informations sur les programmes des Nations Unies et les principes de la Charte des Nations Unies qui ne soient pas en contradiction avec les politiques nationales en place.

Changements à signaler

Le 7 juillet 2012, l'organisation a changé de nom pour devenir la Cecilia Nkemakolam Foundation.

Contribution à des activités des Nations Unies

- L'organisation a œuvré dans 518 communautés de la zone géopolitique du sud-est du Nigéria afin de mobiliser les communautés en faveur d'une bonne gouvernance, de soins de santé primaires, de l'éducation de base, de la réduction de la pauvreté, d'un meilleur développement des infrastructures et de la constitution de ressources.
- Elle a mobilisé les communautés en faveur de la poursuite de la lutte contre le paludisme et le VIH ainsi que des stratégies de développement des soins de santé primaires et d'acceptation des produits vitaux.
- Elle a œuvré à diverses initiatives de concert avec le PNUD, la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), ActionAid et le projet de l'Union européenne relatif au renforcement des compétences de développement et des capacités de mise en œuvre des acteurs non étatiques (EU-INSIDE), ainsi qu'avec des partenaires nationaux comme la Société pour la santé familiale, la Civil Society for Malaria Control, Immunization And Nutrition, le Programme national de lutte contre le paludisme et des groupes de femmes et de jeunes.
- Elle a mené des activités de programme dans les domaines de la santé communautaire, de l'éducation, de l'émancipation économique, des droits de l'homme, de la justice et de la gouvernance démocratique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec la Banque mondiale à la mise en œuvre du programme de lutte contre le VIH dans l'État d'Abia, au Nigéria.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Veillez consulter la section « Contribution à des activités des Nations Unies ».

10. Internationale démocrate centriste

Statut consultatif spécial, 1950

Introduction

L'Internationale démocrate centriste rassemble les partis, organisations et associations politiques qui inspirent des idées et comportements issus des principes de l'humanisme chrétien ou de l'humanisme intégral, c'est-à-dire d'un humanisme ouvert à la solidarité et à la fraternité. L'organisation est ouverte à tous les partis et

associations politiques qui partagent et pratiquent les mêmes convictions en matière religieuse et philosophique au sein même de l'organisation. Elle travaille avec les organisations politiques régionales, par l'intermédiaire de l'Organisation chrétienne démocrate d'Amérique (Amérique latine), de l'Internationale démocrate centriste en Afrique, de l'Internationale démocrate centriste en Asie-Pacifique, et de l'Internationale démocrate centriste en Europe/Parti populaire européen.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectifs : l'affirmation et l'actualisation de son identité politique, le renforcement des relations entre le parti et les organisations politiques membres, la préparation, la représentation et la diffusion des positions communes qui caractérisent l'organisation, et la promotion et le renforcement de sa présence politique.

Changements à signaler

Ces dernières années, l'organisation a étendu sa structure en Asie, Afrique et Amérique latine. L'Internationale démocrate centriste en Afrique et en Asie-Pacifique a été créée afin de coopérer au développement des populations de ces régions. Les pays adhérents à l'organisation sont actuellement au nombre de 71.

Contribution à des activités des Nations Unies

La force principale de l'organisation est de pouvoir approuver des documents et résolutions, afin d'attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme et sur leurs valeurs fondamentales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la vingt-troisième session du Conseil des droits de l'homme, tenue du 27 mai au 14 juin 2013 à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune contribution n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation promeut les valeurs démocratiques et les droits de l'homme dans le monde en sensibilisant les jeunes générations à la lutte contre la discrimination au travail dans le secteur public aussi bien que pour les postes à responsabilité. Elle attire l'attention des médias sur les violations des droits de l'homme en particulier à Cabo Verde, à Cuba, au Moyen-Orient, en Ukraine et au Venezuela (République bolivarienne du).

11. Service chrétien mondial

Statut consultatif spécial, 1974

Introduction

Le Service chrétien mondial est une paroisse coopérative de 36 confessions chrétiennes des États-Unis qui œuvrent à éradiquer la faim et la pauvreté et à promouvoir la paix et la justice aux États-Unis et dans le monde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mandat d'améliorer la vie des personnes les plus marginalisées et vulnérables dans le monde à travers une approche holistique. La mission de l'organisation est d'éradiquer la faim et la pauvreté et de promouvoir la paix et la justice aux États-Unis et dans le monde.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les priorités programmatiques sont : le développement social et économique de base, avec un accent particulier sur les femmes et les enfants, la faim et la sécurité alimentaire, la réponse aux catastrophes, notamment l'atténuation par la préparation aux catastrophes et l'assistance aux réfugiés, personnes déplacées et migrants, le plaidoyer et la défense de leurs droits. Le mandat de l'organisation consiste également à promouvoir la paix et la justice.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes, entre autres :

- Auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des représentants d'ONG, d'organisations de la société civile et du secteur privé, tenues les 14 et 15 juin 2010, à New York;
- Quarante-neuvième session de la Commission du développement social, tenue du 9 au 18 février 2011, à New York;
- Cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 22 février au 4 mars 2011, à New York;
- Réunion préparatoire intergouvernementale de la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, tenue du 28 février au 4 mars 2011, à New York;
- Deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 7 au 8 mars 2011, à New York;
- Dix-neuvième session de la Commission du développement durable, tenue du 2 au 13 mai 2011, à New York;
- Deuxième réunion intersessions sur la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue les 15 et 16 décembre 2011, à New York;

- Discussions initiales sur l'avant-projet du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et troisième réunion intersessions sur la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, mars 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé activement aux consultations tripartites annuelles sur la réinstallation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Elle a travaillé en étroite collaboration avec le HCR à Washington pour coordonner les actions relatives à la migration et en faveur des réfugiés aux États-Unis et dans le monde. Le Service a œuvré au titre d'agent fiduciaire du HCR pour la United States Immigration Overseas Processing Entity, dont le fonctionnement dépend en grande partie des dossiers de réinstallation soumis par le HCR. L'organisation travaille également en étroite relation avec le HCR à Genève, Nairobi, Accra, au Tchad, en Thaïlande, entre autres.

En tant que membre de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec le groupe de travail des Nations Unies sur la faim et la sécurité alimentaire, l'organisation collabore avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) et le Rapporteur spécial du Secrétaire général sur le droit à l'alimentation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a travaillé sur les objectifs suivants :

- Objectif 1 : elle a construit des barrages de sable dans les régions arides de l'ouest du Kenya, qui ont fourni à la fois de l'eau potable pour la consommation humaine et de l'eau pour l'irrigation des jardins potagers, permettant ainsi d'améliorer l'hygiène, l'assainissement et la nutrition, et d'augmenter les revenus;
- Objectif 2 : elle a mis en œuvre le programme des zones scolaires sûres au Kenya pour améliorer l'éducation et la rétention scolaire des enfants. Dans le cadre du programme de développement intégré pour la santé et l'éducation au Vietnam, l'organisation a œuvré à accroître la scolarisation des élèves et les taux de réussite, ainsi que la qualité des services de santé offerts dans les cliniques communautaires et dans un hôpital de district;
- Objectif 4 : elle a mis en œuvre un programme au Cambodge pour améliorer la nutrition et la santé infantiles et maternelles et aider les communautés à augmenter leur capacité à maintenir ces avancées;
- Objectif 5 : au Pakistan et en Afghanistan, elle a mis en place un projet de santé communautaire en déployant des femmes médecins vers des unités de santé de base et des cliniques de santé de la reproduction afin d'offrir une formation en soins de santé pour les travailleurs de santé communautaire, et d'impliquer la communauté en matière de sensibilisation et de soutien des soins de santé;
- Objectif 6 : elle a formé des femmes à produire des broderies sur rubans en vue de générer des revenus;

- Objectif 7 : elle a mis en œuvre le programme d'eau pour la vie afin de fournir un accès à des ressources vitales en eau et à des systèmes d'assainissement au Kenya et en Tanzanie;
- Objectif 8 : dans le cadre d'un programme de développement communautaire au Cambodge, elle a appuyé les partenaires locaux afin qu'ils puissent acquérir de l'expertise pour bien gérer leurs organisations et mettre en œuvre des programmes efficaces.

12. Local Governments for Sustainability

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

Local Governments for Sustainability est le principal réseau international de plus de 1 000 villes et métropoles engagées à construire un avenir durable.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation est d'établir et de faire persévérer un mouvement international de gouvernements locaux pour obtenir des améliorations tangibles en matière de durabilité mondiale. Elle met en particulier l'accent sur les conditions environnementales par l'intermédiaire d'actions locales cumulées. En aidant ses membres à rendre leurs villes plus durables, à émettre peu de carbone, à être résilientes, à avoir une plus grande biodiversité, à faire une utilisation efficace des ressources, à être en bonne santé et heureux, et à avoir une économie verte et des infrastructures intelligentes, l'organisation a un impact sur plus de 20 % de la population urbaine du monde.

Changements à signaler

Durant la période à l'examen de 2010 à 2013, les changements les plus notables au sein de l'organisation ont été la révision de sa charte en 2011 et l'organisation du congrès mondial à Belo Horizonte, au Brésil, du 14 au 17 juin 2012, qui ont abouti à l'élection du Comité exécutif mondial pour 2012-2015.

Contribution à des activités des Nations Unies

- L'organisation améliore l'efficacité et la diversité du grand groupe des autorités locales en impliquant le Réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable et les Cités et gouvernements locaux unis au titre de partenaires d'organisation.
- Elle a contribué à la consultation et à l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil, notamment en organisant le Global Town Hall de Rio +20 en juin 2012, lors duquel le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rencontré les maires et représentants des gouvernements du monde entier.
- Elle a dirigé la participation du grand groupe des autorités locales au suivi de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Commission du développement durable, 3-14 mai 2010 et 2-13 mai 2011, New York;
- Réunions préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 2011-2012;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 20-22 juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil
- Sessions du Groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable de mai à décembre 2013;
- Séance inaugurale, Forum politique de haut niveau sur le développement durable, 24 septembre 2013;
- Séances de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En 2010, l'organisation a signé un mémorandum d'accord avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) pour le lancement des stratégies urbaines de développement à basses émissions, prévu en 2012 avec le soutien de la Commission européenne. Elle a participé au Conseil d'administration d'ONU-Habitat en 2013, en tant que chef de file de la coalition des communautés pour les villes et régions durables dans le nouveau programme de développement des Nations Unies.
- Elle a signé un mémorandum d'accord avec le PNUE afin de mettre en œuvre un programme de travail de 2009 à 2013. Elle a participé aux réunions du Conseil d'administration du PNUE chaque année de 2010 à 2013 et a publié le cinquième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial intitulé *Global Environment Outlook: Environment for the Future We Want* pour les gouvernements locaux à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil.
- Elle a lancé la campagne « Pour des villes résilientes » au Congrès pour les villes résilientes à Bonn en 2010 avec le secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes.
- Elle a contribué à un programme de travail conjoint entre la Banque mondiale, le PNUE et ONU-Habitat.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation contribuent principalement à l'objectif 7 et ont un effet indirect sur les objectifs 1, 3 et 8 :

- Concernant la question de la biodiversité, l'organisation a facilité l'élaboration d'un plan d'action sur les gouvernements locaux, les villes et autres autorités locales pour la biodiversité (2011-2020);

- Concernant le changement climatique, l'organisation a facilité la feuille de route sur le climat des gouvernements locaux;
- L'organisation a appuyé la création du Groupe spécial mondial de gouvernements locaux et régionaux pour le programme de développement pour l'après-2015 en vue d'HABITAT III et a plaidé pour un objectif universel pour les villes dans le cadre des objectifs de développement durable.

13. Saferworld

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

Saferworld est une organisation internationale indépendante qui œuvre à prévenir les conflits violents et à construire des vies plus sûres. C'est une organisation sans but lucratif qui comporte des programmes dans près de 20 pays et territoires en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Europe.

Buts et objectifs de l'organisation

Saferworld travaille avec les populations locales touchées par les conflits pour améliorer leur sécurité et leur sentiment de sécurité, et mène des recherches et des analyses plus larges. Saferworld s'appuie sur ces connaissances et ces apprentissages pour améliorer les politiques et pratiques locales, nationales et internationales qui peuvent aider à construire une paix durable.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

Saferworld a mené les activités suivantes pour façonner le programme de développement pour l'après-2015 :

- L'organisation a fait une présentation sur la manière d'aborder l'après-2015 du point de vue de la paix (août 2012);
- Elle a fait une déclaration conjointe avec 56 organisations de la société civile sur la construction de la paix dans le cadre de développement de l'après-2015 à l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre 2012);
- Elle a participé à la réunion du Groupe d'éminentes personnalités sur le programme de développement pour l'après-2015, tenue à Londres (novembre 2012);
- Elle a fait une présentation pour les consultations thématiques mondiales des Nations Unies sur les conflits, la violence, les catastrophes et le programme de développement pour l'après-2015 à Monrovia, Panama et Helsinki (novembre 2012 à juin 2013);
- Elle a présenté des observations écrites à propos des versions préliminaire et finale du rapport du Groupe d'éminentes personnalités sur le programme de développement pour l'après-2015 (janvier 2013);

- Elle a rédigé et coordonné une déclaration portant sur la manière de mettre la paix durable et des sociétés sûres au cœur des priorités du cadre de développement pour l'après-2015 et l'a présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre 2013);
- Elle a présenté un document portant sur l'égalité des sexes, la paix, la sécurité et le cadre pour l'après-2015 à la réunion du Groupe d'experts de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur les contraintes structurelles et en matière de politiques pesant sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour les femmes et les filles, tenue à Mexico (octobre 2013).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Saferworld a participé aux réunions suivantes :

- Réunions de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenues de 2010 à 2012;
- Quatrième Réunion biennale des États pour envisager la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue du 14 au 18 juin 2010, à New York;
- Première session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, tenue à New York du 12 au 23 juillet 2010, et comprenant la coorganisation d'une réunion sur la mise en œuvre du Traité;
- Deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, tenue à New York du 28 février au 4 mars 2011, et comprenant l'organisation d'une réunion parallèle sur la mise en œuvre du Traité en coopération avec la Mission permanente de la Finlande auprès des Nations Unies;
- Réunion informelle ouverte d'experts gouvernementaux sur la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue du 9 au 13 mai 2011, à New York;
- Troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, tenue à New York du 11 au 15 juillet 2011, et comprenant l'organisation d'une manifestation parallèle en coopération avec les Gouvernements australien et zambien au cours de laquelle un projet de cadre de mise en œuvre pour le Traité sur le commerce des armes a été lancé;
- Quatrième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, tenue à New York du 13 au 17 février 2012, et comprenant l'organisation d'une réunion parallèle avec la Mission permanente de la Finlande auprès des Nations Unies sur la présentation des rapports;
- Deuxième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies en vue

de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue du 27 août au 7 septembre 2012, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Saferworld a rédigé trois normes internationales sur le contrôle des armes légères entre 2010 et 2012 portant sur : la conception et la mise en œuvre de programmes de sécurité communautaire; le suivi, l'évaluation et la communication de l'information; et a mené des enquêtes sur les armes légères. En juin 2013, l'organisation a collaboré avec le PNUD à Bruxelles à deux tables rondes avec les institutions européennes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de Saferworld ont porté sur la contribution au nouveau programme de développement pour l'après-2015.

14. Partenariat mondial Vital Voices

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

Le partenariat mondial Vital Voices investit dans les dirigeantes qui améliorent le monde et créent un espace pour que les femmes puissent se faire entendre. L'organisation est convaincue que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'évolution de leurs communautés et que le monde ne peut aller de l'avant sans leur pleine participation.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation investit dans les dirigeantes qui prennent la responsabilité d'améliorer la société. Elle collabore avec des femmes animées d'une volonté politique d'unir et d'inspirer.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation coopère avec des dirigeantes dans trois domaines clefs : les droits de l'homme, les perspectives économiques et l'encadrement politique et public. Ces partenaires se trouvent en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est, en Amérique latine et aux Caraïbes, et au Moyen-Orient. L'organisation conçoit des programmes qui offrent des compétences et des services pratiques, aident les dirigeantes à élaborer des plans stratégiques, les mettent en rapport avec des conseillers spécialisés aux fins de mentorat et de collaboration, et partagent leurs points de vue avec les publics auxquels elles s'adressent.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Lors de la période à l'examen, l'organisation a participé aux réunions suivantes :

- L'organisation a animé une réunion de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), en collaboration avec le Groupe des amis unis contre la traite des êtres humains lors du lancement interactif de haut niveau du Rapport mondial de 2014 sur la traite des personnes (conformément à la résolution 64/293 de l'Assemblée générale du 30 juillet 2010, qui a prié l'ONUDC de préparer un rapport biennuel sur les tendances et flux relatifs à la traite des personnes), 24 novembre 2014, New York;
- L'organisation est intervenue au nom de la société civile à une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la traite des personnes, qui a appelé à une évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, notamment de ses réalisations, lacunes et défis, ainsi que des instruments juridiques qui s'y rapportent, 13 mai 2013, New York;
- L'organisation a participé à la cinquante-sixième session de la Commission sur la condition de la femme à New York, du 27 février au 9 mars 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a organisé une table ronde sur le financement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, tenue à Washington, le 19 septembre 2014, avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et ONU-Femmes. Cette séance stratégique a réuni les leaders d'opinion et des représentants des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, des milieux universitaires, des médias et du secteur de la technologie pour discuter de la façon d'accroître les investissements innovants dans l'égalité des sexes et les droits des femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités de l'organisation se concentrent sur la réalisation des objectifs 3 et 8 et sur le soutien général au programme mondial de développement, par l'intermédiaire de ses programmes, formations, activités de plaidoyer et de sensibilisation.

15. Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

La Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie est la plus ancienne organisation de bijouterie internationale. Elle défend les intérêts de tous les individus et de toutes les organisations et entreprises qui vivent de la bijouterie, des pierres précieuses et des métaux précieux.

Buts et objectifs de l'organisation

Afin d'encourager l'harmonisation et de promouvoir la coopération internationale dans le secteur de la bijouterie, l'organisation fait office de centre de connaissances, d'organisme de prise de décisions, et de défenseur de la vitalité du secteur de la bijouterie dans le monde entier. L'industrie de la bijouterie est consciente que le secteur des produits de luxe doit démontrer qu'il respecte les principes de la responsabilité sociale des entreprises.

Changements à signaler

Il n'y a eu aucun changement notable.

Contribution à des activités des Nations Unies

- À l'Exposition universelle tenue à Shanghai (Chine), en 2010, l'organisation a été sélectionnée par le secteur de la bijouterie comme modèle de responsabilité sociale des entreprises.
- En collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'organisation et les organisations publiques et privées belges ont inauguré le centre d'excellence pour la responsabilité sociale des entreprises dans l'industrie des bijoux et de diamants en mai 2011, à Anvers, en Belgique. Ce centre a été institué dans le but de concevoir des programmes éducatifs pour promouvoir les objectifs de développement social et économique des Nations Unies.
- En mai 2013, l'organisateur de foire commerciale italien, Fiera di Vicenza, a été accrédité par l'organisation pour aider à planifier et à mettre en œuvre un programme de responsabilité sociale pour l'industrie de la bijouterie internationale soutenu par les Nations Unies.
- En juillet 2013, l'organisation est parvenue à un accord de coopération avec la Convention of Independent Financial Advisors afin d'améliorer les pratiques commerciales responsables et la durabilité dans leurs secteurs d'activité respectifs.
- Un programme éducatif est également en cours d'élaboration pour le secteur de la bijouterie. Il sera offert dans le monde entier afin de promouvoir la participation de l'industrie au développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a mené les activités suivantes :

- Elle a participé au Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial des Nations Unies, en juin 2010, à New York;
- Elle a présenté une déclaration à une réunion de haut niveau du Conseil économique et social sur les progrès accomplis dans la promotion du programme de responsabilité sociale des entreprises, en juillet 2011, à Genève;
- Elle a participé à la Réunion d'agents de liaison des Nations Unies avec le secteur privé, en mars 2012, à Vienne;

- Elle a présenté à une réunion de haut niveau du Conseil économique et social une déclaration exprimant des préoccupations sur la crise économique mondiale qui affecte la création d'emplois et empêche la lutte contre la pauvreté, en juillet 2012, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec l'UNITAR à l'organisation d'un forum sur la responsabilité sociale des entreprises en septembre 2010, à Shanghai (Chine), ainsi qu'à l'ouverture d'un centre d'excellence en matière de responsabilité sociale des entreprises dans le secteur de la joaillerie et du diamant, en mai 2011, à Anvers, en Belgique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En promouvant la responsabilité sociale des entreprises dans le secteur de la bijouterie, l'organisation a contribué aux objectifs 1, 7 et 8 de la manière suivante :

- Elle a élaboré à l'intention d'étudiants à travers le monde un programme qui leur permettrait de se pencher sur la responsabilité sociale des entreprises et la conception écologique de bijoux;
- Elle a discuté de l'élaboration de programmes d'éducation en matière de responsabilité sociale des entreprises pour le secteur de la bijouterie, en mars 2010, à Guangzhou (Chine);
- Elle a inauguré son premier cours sur la responsabilité sociale des entreprises, lors duquel les conférenciers ont exposé aux participants le rôle de l'industrie de la bijouterie dans la promotion des objectifs susmentionnés, juin 2010, Anvers (Belgique);
- Elle a présenté, lors de la troisième Conférence internationale des pierres précieuses et de la bijouterie, un exposé sur le rôle de l'industrie de la bijouterie dans le développement économique et social durable et la nécessité pour les entreprises d'être totalement transparentes, décembre 2012, Bangkok;
- En octobre 2013, l'organisation et Responsible Jewellery Council ont signé un mémorandum d'accord concernant la mise en œuvre de programmes d'éducation en matière de responsabilité sociale des entreprises élaborés par l'organisation en collaboration avec les Nations Unies et de programmes de certification d'une chaîne de contrôle mis au point par Responsible Jewellery Council.